

2009

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2009

SYNDICAT POUR LA PROMOTION DES COMMUNES DE POLYNÉSIE FRANÇAISE

EAU POTABLE



INFORMATIQUE



FORMATION



'Amuitahira'a nō te mau'oire
SPCPF
SYNDICAT POUR LA PROMOTION
DES COMMUNES
DE POLYNÉSIE FRANÇAISE



La mission principale du SPC est d'accompagner les communes dans leur nécessaire évolution. En 2009, une année riche en événements dans le monde communal, cette mission a été primordiale, et a revêtu plusieurs formes.

Elles sont détaillées dans ce document et permettent de mieux connaître l'action du SPC en direction des communes, et les relations que nous entretenons avec nos partenaires.

Pour bien accompagner il faut connaître en profondeur. C'est tout le sens qu'il faut donner à l'étude que nous avons menée auprès des élus

municipaux, dont les principaux résultats sont décrits dans ce document.

Pour bien accompagner les communes, il faut aussi disposer de la ressource nécessaire. Le partenariat avec le Centre National de Fonction Publique Territoriale (CNFPT) a été renouvelé au cours de l'année 2009.

Il est aussi indispensable de disposer des outils adéquats à la gestion communale. En conséquence, le SPC a signé deux importants contrats avec des éditeurs informatiques.

En matière d'adduction d'eau potable, l'accent a été mis sur le soutien technique aux 34 communes adhérentes à cette compétence de notre structure. J'ai souhaité leur permettre de répondre aux obligations du CGCT en la matière. Vous découvrirez dans ce rapport les exemples d'accompagnement que le SPC a apporté aux communes de Fakahina (Tuamotu) et Raivavae (Australes).

En matière de formation des agents communaux, outre la poursuite des formations données dans les domaines traditionnels, l'accent a été mis sur les formations liées à la réforme en cours en Polynésie française, et notamment le contrôle de légalité a posteriori et les fondamentaux de la fonction publique communale.

En matière d'informatique, j'ai souhaité que l'appui technique aux communes soit davantage structuré. Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2009, la mise en œuvre d'un service hotline a permis de créer un véritable lien avec les communes utilisatrices de nos logiciels.

Voici en quelques mots les actions qui ont été menées au cours de cette première année complète de mandature. Je vous invite maintenant à parcourir ce rapport d'activité de l'année 2009 et vous en souhaite une bonne lecture.

Teriitepaiatua Maihi
Président du SPC

1- LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2009 DANS LE MONDE COMMUNAL	6
L'accélération de la préparation de la mise en œuvre de la fonction publique communale	6
La contribution des communes aux états généraux de l'outre mer	7
Première réunion du comité de pilotage des élus du SPC de la mandature 2008-2014	8
Le renouvellement de la convention avec le Centre National de la Fonction Publique territoriale (CNFPT)	8
La mise en place du contrôle de légalité a posteriori	9
Le SPC agréé pour former les élus locaux	9
La commune de Mahina adhère au SPC	9
Les premières rencontres CNFPT-Collectivités d'Outre-Mer.	9
2 – UNE ÉTUDE SUR LES ÉLUS MUNICIPAUX DE LA MANDATURE 2008-2014	10
Le profil des élus	10
Les motivations de l'élu	10
Le vécu de l'élu	11
Le cadre relationnel	11
Le rôle du SPCPF	12
Les réactions des élus face aux changements	12
Les valeurs de la République	13
Les attentes des élus	13
En conclusion	13
3 - LA COMPÉTENCE ADDUCTION EN EAU POTABLE	14
La diversité des situations en matière d'eau potable en Polynésie française	14
<i>L'exemple de Fakahina (Tuamotu), commune associée de Fangatau</i>	14
<i>L'exemple de Raivavae (Australes)</i>	16
<i>Les filières de traitement de l'eau</i>	17
Récapitulatif par commune des opérations menées par le département Eau Potable en 2009	18
4 - LA COMPÉTENCE FORMATION	20
La formation des élus	20
<i>Les domaines prioritaires en 2009</i>	20
<i>La formation de formateurs élus</i>	20
<i>Les séminaires intra des conseils municipaux</i>	21
<i>Les actions de formation à destination des élus en 2009</i>	21
La formation des agents	22
<i>Récapitulatif des actions de formations à destination des agents communaux</i>	22
<i>La fonction publique communale (FPC)</i>	23
<i>Le contrôle de légalité a posteriori (CLAP)</i>	23



5 - LA COMPÉTENCE INFORMATIQUE

Les deux missions de la compétence informatique	24
Le renouvellement de licence de logiciels	25
<i>Le marché A.G.E.D.I.</i>	25
<i>Le marché CIVITAS</i>	25
<i>Répartition des logiciels par archipel et type d'usage en 2009</i>	26
<i>Répartition des logiciels par archipel et nombre d'agents en 2009</i>	26
<i>Activités liées au suivi informatique des collectivités</i>	26
<i>Les décisions du comité syndical</i>	26
Les réalisations de l'année 2009	27
<i>La mise en œuvre d'un service de hotline informatique</i>	27
<i>Répartition par logiciel des demandes enregistrées par la hotline Informatique</i>	27

6 - ASPECTS BUDGETAIRES

Note sur les comptes 2009	28
La section fonctionnement	28
<i>Les recettes de fonctionnement</i>	28
<i>Les dépenses de fonctionnement</i>	29
<i>L'exécution des dépenses de fonctionnement en 2009</i>	29
<i>L'exécution du budget par compétence</i>	29
La section investissement	30
<i>Les recettes d'investissement</i>	30
<i>Les dépenses d'investissement</i>	30
Conclusion	30
Comparatif du compte administratif sur 3 ans	31
DÉLIBÉRATION N° 7/2010/SPC du 26 Mars 2010 approuvant les comptes administratif et de gestion 2009 et portant affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2009	32

L'année 2009 a été marquée par plusieurs moments importants du point de vue du monde communal et de l'activité du SPC. Nous en avons sélectionné huit, qui illustrent chacun pour leur part l'activité du Syndicat pour la Promotion des Communes de Polynésie française au cours de cette année.

L'ACCÉLÉRATION DE LA PRÉPARATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA FONCTION PUBLIQUE COMMUNALE

Initié par la loi d'orientation de 1994, le projet relatif au statut des agents communaux a franchi une étape importante avec la publication de l'ordonnance N° 2005-10 du 4 janvier 2005.

Dans le cadre du partenariat avec le CNFPT, l'arrivée au SPC d'un chef de projet dont la mission est financée à 60 % par le FIP et 40 % par l'État, a donné au dossier une accélération rapide en 2009. Plusieurs réunions de travail avec les différents intervenants impliqués dans la réussite de cette réforme se sont déroulées sous l'égide du SPC. Un véritable plan de campagne comprenant des actions à destination de l'ensemble des publics concernés par la mise en place du statut a été élaboré, permettant de formuler plusieurs demandes de modifications du projet de décret soumis au SPC en 2009.

Un calendrier prévisionnel a été établi par le haut-commissariat à la demande des élus, prévoyant une mise en application concrète au premier janvier 2011.

*M. Adolph Colrat
Haut-Commissaire
de la Polynésie française*



En dotant d'un statut général les 4 544 agents des 48 communes polynésiennes, l'ordonnance du 4 janvier 2005 portant sur le statut de la fonction publique communale institue les mêmes droits et les mêmes devoirs pour les agents communaux que pour tous les fonctionnaires des autres fonctions publiques. Elle met également en place les bases d'un recrutement de qualité pour la gestion communale.

L'objectif recherché est de permettre aux communes de recruter des agents bien formés bénéficiant de garanties statutaires et faisant l'objet d'une gestion objective. En repensant l'organisation de leurs services, les communes pourront ainsi assumer pleinement les compétences qui leur ont été confiées.

Les deux décrets d'application de l'ordonnance de 2005 nécessaires à la mise en place de la fonction publique devraient tenir compte des spécificités polynésiennes. Au cours des mois de mai, juin et juillet 2009, une large concertation avec la mise en place d'un travail collaboratif associant des cadres communaux, les représentants élus des communes, les organisations syndicales et les services du haut-commissariat ont permis d'examiner et de proposer des modifications importantes des projets de décrets, afin que les préoccupations des élus et celles des personnels fassent l'objet d'un examen partagé au niveau local.

Les textes amendés des deux projets de décrets ont été transmis par le Haut-commissaire de la république en PF au secrétariat d'État à l'Outre-Mer le 10 août 2009, avec comme objectif partagé la mise en place de la fonction publique communale le 1^{er} janvier 2011.

LA CONTRIBUTION DES COMMUNES AUX ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'OUTRE-MER



Du 18 au 21 août 2009 la grande majorité des maires polynésiens a été regroupée à l'initiative du SPC. Cette rencontre importante, quasiment un congrès à elle seule, comportait deux parties assez distinctes.

Le 18 août une journée d'information sur la fonction publique communale a rassemblé les élus, les directeurs généraux des services, les secrétaires généraux et les DRH des communes.

Du 19 au 21 août, les maires ont apporté leurs contributions aux « États généraux de l'Outre-Mer » (EGOM). Au menu des travaux : l'avenir de la formation dans la fonction publique, le fonctionnement des communes associées, et les thèmes identifiés par la phase de diagnostic de l'atelier 5 des EGOM. Intitulé "la mise en œuvre d'un partenariat renoué entre la Polynésie française, les communes et l'État", cet atelier intéressait tout particulièrement les élus communaux.

Les travaux des maires ont été ouverts par M. Oscar Temaru, président de la Polynésie française, et M. Adolphe Colrat, Haut Commissaire de la république en Polynésie française.



Le cadre institutionnel spécifique polynésien partage les compétences entre l'État, le Pays et les communes.

De bonnes relations entre les trois partenaires sont donc essentielles au bon fonctionnement global du Pays. Composée de techniciens, de politiques mais aussi de « simples citoyens », l'équipe de diagnostic de l'atelier N° 5 des EGOM s'était réunie au mois de juillet pour établir des questionnements qui ont donné les thèmes de réflexion soumis à discussion en août. L'idée d'un partenariat différent entre l'État, le Pays et les communes a été au centre des débats. Les élus communaux ont travaillé en ateliers sur quatre thèmes principaux déclinés selon des problématiques distinctes :

- L'avenir de la formation dans la fonction publique, un sujet distingué selon la provenance des élus par archipels
- Les finances, avec comme thématique : les transferts financiers de l'État et du Pays vers les communes, le FIP, la DDC et le FDA.
- Les communes associées. Les élus ont été répartis selon les caractéristiques de leurs communes : les communes avec des communes associées dispersées sur plusieurs îles, comme aux Tuamotu, une île avec une seule commune composée de plusieurs communes associées, et enfin une île avec plusieurs communes ayant des communes associées.
- La commune « agent de développement » : l'optimisation des ressources humaines dans la commune, l'intercommunalité, la commune et l'éducation de la population.

Ce travail important a fait l'objet d'un document très complet qui a été transmis au secrétariat général des EGOM de la Polynésie française, et adressé également aux maires.

PREMIÈRE RÉUNION DU COMITÉ DE PILOTAGE DES ÉLUS DU SPC DE LA MANDATURE 2008-14

Le « Comité de pilotage des élus » est une structure informelle mais stratégique qui se réunit une fois l'an, en général au mois d'août, pour dresser un bilan et définir les orientations et les objectifs de l'année à venir. Ce n'est pas un espace de décisions, mais de recommandations. Après deux années d'interruption pour cause de renouvellement des élus, l'édition 2009 a eu lieu les 27 et 28 août.

Constitué de 12 élus communaux représentatifs de l'ensemble des archipels et des différentes catégories d'élus, le comité de pilotage est présidé par le président du SPC. La liste d'élus qui le compose peut varier d'une année à l'autre, mais elle est toutefois constituée d'un noyau dur de quelques élus qui conserve la mémoire du dispositif. Ce groupe de travail se réunit chaque année pour analyser les résultats des actions et proposer des orientations et objectifs pour l'année à venir.

Initialement centré sur la formation des élus, ce comité de pilotage est devenu au fil des années force de propositions pour la politique du SPC, et groupe de réflexion pour l'avenir du monde communal.

La réflexion du comité a permis de développer des actions et des projets innovants, à la fois pour les élus et pour les agents, avec notamment :

- ◆ les séminaires intra des conseils municipaux et des cadres
- ◆ les séminaires thématiques ou mixtes ;

- ◆ les séminaires propres à certains archipels ;
- ◆ les projets « modernisation du système communal » et « évolution des mentalités » ;
- ◆ des projets « formation-action ».

Élément important et incontournable du fonctionnement managérial du SPC, le comité de pilotage est un espace exemplaire de complémentarité de l'équipe des élus et de l'équipe SPC.

Le comité de pilotage 2009 :

- Teriitepaiatua Maihi, président du SPC, maire délégué de la commune associée de Teavaro.
- Valentina Cross, maire de Teva i Uta (Îles du Vent) et vice-présidente du SPC.
- Emma Maraea, maire de Taha'a. (Îles Sous-le-Vent)
- Béatrice Vernaudeau, maire de Pirae. (Îles du Vent)
- Fernand Tahiaata, maire de Tubuai. (Australes)
- Benoit Kautai, maire de Nuku-Hiva. (Marquises)
- Étienne Tehaamoana, maire de Hiva Oa. (Marquises)
- Damas Utia, maire de Rimatara. (Australes)
- Heimanu Purue-Domingo, conseiller municipal de Takaroa. (Tuamotu)
- Teddy Tefaatau, conseiller municipal de Tumara'a. (Îles Sous-le-Vent)
- Jean Paul Barral, directeur du cabinet du maire de Faa'a (Îles du Vent), formateur au SPC.
- Doris Hart, conseillère municipale de Uturoa (Îles Sous-le-Vent), formateur au SPC.

LE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION AVEC LE CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE (CNFPT)

Le CNFPT est le principal partenaire métropolitain du SPC. Un déplacement en métropole d'une délégation d'élus du SPC conduite par le président Maihi a été l'occasion de rencontrer les nouvelles instances de cette organisation, et notamment de prendre contact avec son nouveau président M. François Déluga.

Au cours de l'entrevue, les partenaires se sont félicités de la qualité qu'entretiennent leurs deux organisations, et ont souligné la richesse des échanges dans le cadre du partenariat qui les rassemble depuis 1998. Le président Maihi a mis en avant « le travail accompli, la qualité des formations et des formateurs qui se déplacent en Polynésie française » et a souhaité la pérennité et le renforcement du lien qui les unit.

De son côté F. Deluga a mis l'accent sur « l'importance de continuer le partenariat en tenant compte des particularités et des

spécificités des collectivités d'outre-mer avec lesquelles le CNFPT a des relations », dont il « souhaite véritablement qu'elles se poursuivent ». Il s'est dit d'autre part « très attaché à l'unité du service public local, dans le respect des différences de chacun. Le CNFPT a besoin de s'inspirer des expériences des différents territoires, notamment dans le domaine de la mobilité ».



Le Président du CNFPT
M. François Déluga
entouré des élus du SPC



LA MISE EN PLACE DU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ A POSTERIORI

33 communes polynésiennes sur 48 ont choisi le contrôle de légalité a posteriori (CLAP) à compter du 1^{er} janvier 2009. Le passage au contrôle de légalité a posteriori est la première étape d'acquisition d'une autonomie supplémentaire des communes polynésiennes. Elles ont tiré un premier bilan positif de ce changement juridique.

Deux sessions de formation se sont déroulées au SPC du 7 au 10 décembre 2009, regroupant 29 agents de 18 communes. Cette forte participation a démontré l'intérêt des communes pour cette profonde mutation juridique. Elle a permis de préparer 5 nouvelles communes au passage au CLAP au premier janvier 2010, portant ainsi à 38 les communes ayant choisi d'exercer l'autonomie apportée par le dispositif.

LES PREMIÈRES RENCONTRES CNFPT-COLLECTIVITÉS OUTRE-MER

Sur le thème : « Les ressources humaines, un enjeu de développement des territoires et des institutions », les premières rencontres CNFPT-COM se sont déroulées à l'Enact d'Angers du 23 au 26 juin. Elles ont concerné principalement les maires, les présidents ou adjoints en charge du personnel, cadres dirigeants et DRH des collectivités d'Outre-mer (Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, Saint-Pierre et Miquelon, Mayotte, Saint-Martin et Saint-Barthélemy).

Ces rencontres avaient pour objectif d'améliorer la connaissance mutuelle du CNFPT, des collectivités d'Outre-mer, et celles de métropole, afin de favoriser les échanges et la recherche de réponses RH adaptées aux différents territoires et de diffuser les innovations issues des expériences des collectivités d'Outre-Mer comme de métropole. En effet, ces collectivités ont en commun une insularité et un isolement comparé à la métropole, mais aussi entre elles.

À travers le SPCPF, la Polynésie française a tenu une place importante dans l'organisation et le déroulement de ce colloque. La délégation polynésienne comprenait 12 élus et 13 agents, 3 professeurs de l'Université de la PF et le DRH du Pays.

Financés par le SPCPF, l'Université de Polynésie française et son laboratoire spécialisé en sciences politiques ont réalisé une étude sur les ressources humaines dans les territoires d'Outremer qui a été présentée en ouverture du colloque, ainsi que les actes de cette manifestation.



LE SPC AGRÉÉ POUR FORMER LES ÉLUS LOCAUX

Par décision N° 545 DIPAC du 29 octobre 2009, le haut-commissariat de la République a notifié au SPC son agrément de deux ans pour dispenser la formation aux élus locaux. Cette autorisation est prise en application des articles L 2123-16, R 1221-12 et R 1211-15 à R 1221-17 du CGCT. Elle fait suite à l'avis favorable du Conseil National pour la Formation des élus (CNFEL).

Compétence traditionnelle du SPC, la formation s'adresse à deux publics : les agents et les élus. Même si le SPC forme des élus depuis sa date de création, l'application du CGCT dans notre collectivité a justifié la demande d'un agrément. Cette nouvelle procédure garantit aux élus que les formations qu'ils suivent se déroulent en totale adéquation avec les textes qu'ils sont chargés d'appliquer.

À l'issue de ce colloque, la Polynésie française a pu mesurer ses efforts en matière de formation, et notamment celle des élus. Celle-ci s'est en effet beaucoup développée ces dernières années, grâce notamment au travail sur le bilinguisme, les séminaires intra sur le système communal et son fonctionnement, ainsi que par la mise en œuvre du dispositif de formation des élus formateurs. Autre point positif à porter au bilan de ce colloque : les partenariats avec le CNFPT au travers de programmations lourdes pour la formation des agents et les relations avec la Nouvelle Calédonie.

LA COMMUNE DE MAHINA ADHÈRE AU SPC

Mahina est devenue la 46^e commune adhérente du SPC. Cette démarche a été concrétisée par l'arrêté N° 369/DIPAC du 20 juillet 2009 portant adhésion de la commune de Mahina au SPC.



Le très fort renouvellement des élus communaux opéré à l'occasion des élections municipales de mars 2008 a nécessité de conduire une étude détaillée de ce public naturel du SPC, afin de le connaître en profondeur pour élaborer des actions, notamment de communication, répondant au mieux à ses attentes. Menée en deux phases (qualitative puis quantitative) au cours de l'année 2009 par un prestataire extérieur sous la coordination du responsable de la communication recruté fin 2008, cette étude a servi de base à l'élaboration de la stratégie de communication du SPC mise en œuvre à compter de 2009. Financée par le Fonds Intercommunal de Péréquation (FIP), l'étude a fait l'objet de la publication d'un document adressé à l'ensemble des élus municipaux, dont est extraite la synthèse reprise ci-dessous.

LE PROFIL DES ÉLUS

La parité hommes/femmes est en cours mais reste peu concrétisée sauf dans les Îles du Vent et aux Marquises où cette obligation légale est relativement respectée. Mais, la plupart du temps, les femmes restent éloignées des responsabilités municipales.

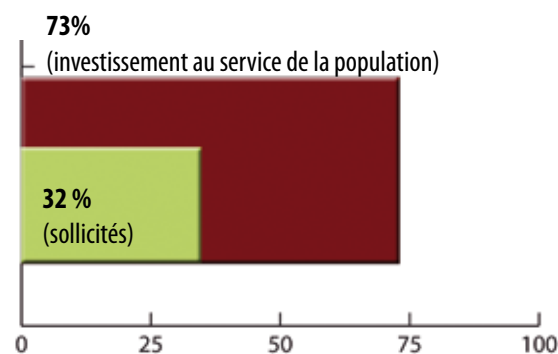
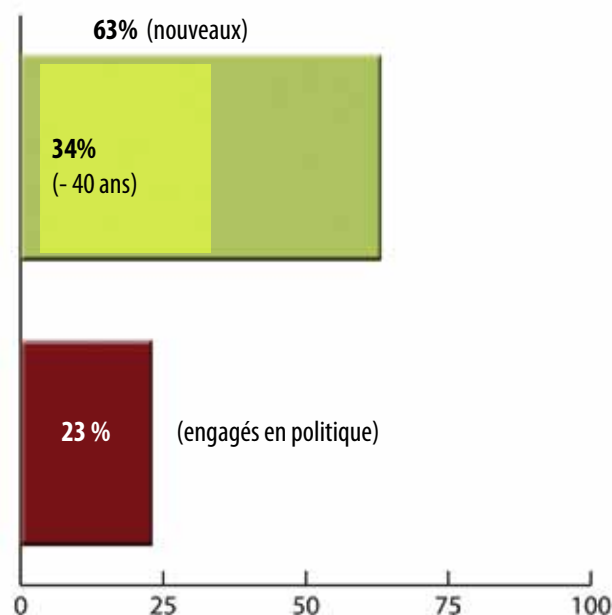
63 % des élus sont nouveaux et 34 % d'entre eux ont moins de 40 ans : on peut estimer que les nouveaux élus ont « rajeuni » la population des élus au cours de la dernière élection. Ce rajeunissement contribue à donner une dimension plus qualitative à la population des élus : il s'agit de jeunes élus, davantage diplômés, maîtrisant mieux la langue française et plus « demandeurs » en termes de formation et de responsabilités mais peu engagés en politique (23 %) et encore trop souvent exclus des dossiers à traiter.

En matière de statut électoral, les maires et les premiers adjoints ont plus souvent que les autres élus conservés leur poste. Ils forment un binôme complémentaire, avec une plus grande proximité avec les administrés pour les maires, car plus politiques, et davantage de technicité pour les 1er adjoints, fréquemment impliqués dans des associations. Les maires délégués, fortement intégrés dans le tissu local, s'engagent également dans la vie politique et la vie associative. Cette dernière activité est souvent déterminante dans la motivation de l' élu.

LES MOTIVATIONS DE L'ÉLU

À un chapitre des motivations, il y a en premier lieu, un fort investissement personnel au bénéfice de la population (73 % des élus). Cet investissement est souvent le fruit d'une sollicitation (famille, amis – 32 %) plus ou moins consentie (un quart des élus ont été sollicités sans en avoir vraiment envie).

Pour 44 % des élus, le fait de s'occuper des jeunes arrive au deuxième rang, une motivation qui s'impose d'elle-



même, en raison de l'absence d'opportunités d'emploi dans les îles éloignées. 32 % des élus ont des responsabilités dans les associations.

La volonté de changer l'équipe en place est la troisième motivation de l' élu (38 %).

La parité offre des opportunités pour bon nombre de femmes, jusqu'ici exclues de la vie communale (21 %). Enfin, la volonté d'engagement précoce rassemble 15 % des élus qui, depuis toujours, avaient cette ambition de devenir élu ou maire de la commune.

LE VÉCU DE L'ÉLU

La fonction d' élu a des aspects très positifs : le fait de servir la population (85 %), le contact avec les gens, l' implication dans la réalisation de projets, la satisfaction de les voir aboutir (70 %) et moins souvent le respect témoigné par la population (38 %).

En revanche, deux tiers des élus regrettent la mauvaise image des élus auprès de la population. Une situation mal vécue par bon nombre d' entre eux. Le sentiment d' inutilité au sein du Conseil municipal (37 %), l' absence d' un véritable statut de l' élu (35 %), la responsabilité de l' élu trop contraignante (34 %), l' importance de la politique sont autant de thèmes qui affectent certains élus.

Pourtant l' investissement personnel des élus est important. La moitié d' entre eux passent plus de 20 heures par semaine à la mairie (dont 21 % plus de 40 heures). 47 % des élus jugent l' équilibre du temps vie privée/vie d' élu plutôt difficile à gérer et 58 % estiment que le mandat d' élu implique beaucoup de sacrifices par rapport à la vie personnelle.

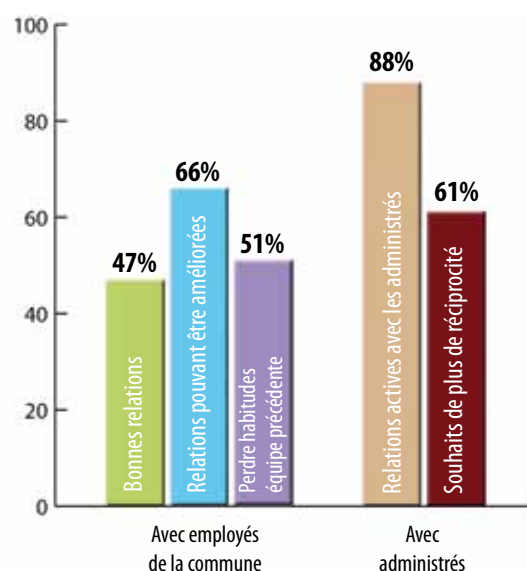
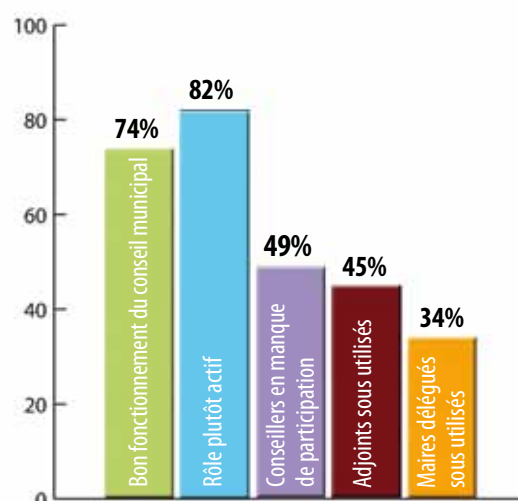
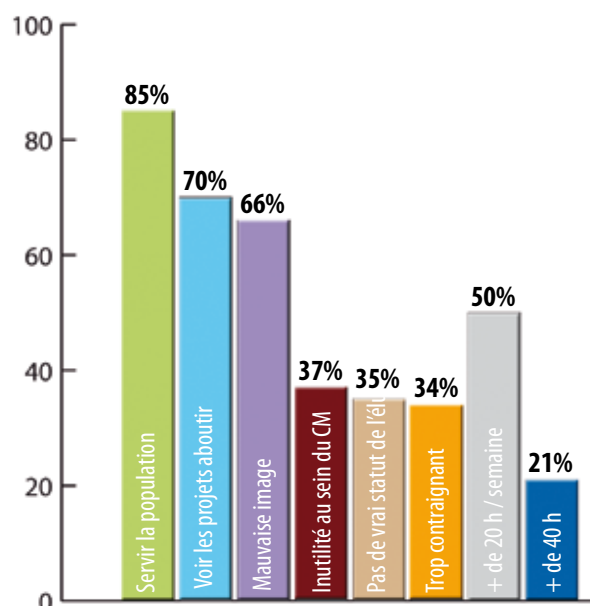
LE CADRE RELATIONNEL

Cependant, le fonctionnement du conseil municipal se passe plutôt bien pour 74 % des élus et 82 % jugent leur rôle au sein du conseil plutôt actif. Pour la moitié des élus, le maire a mis en place un bon équilibre entre son rôle et les responsabilités confiées à ses adjoints, mais il ne fait pas toujours participer ses conseillers (49 %), il ne délègue pas assez à ses adjoints (45 %) ni aux maires délégués (34 %) et son rôle de « metua » reste encore prédominant (43 %).

Les relations avec les employés de la commune sont bonnes dans près de la moitié des cas (47 %). Mais elles pourraient être améliorées en satisfaisant les besoins en formations techniques (66 %), en rompant avec les mauvaises habitudes prises avec l' équipe précédente (51 %) et en palliant les carences d' employés recrutés sur d' autres critères que la compétence (47 %).

Dans ses relations avec les administrés, l' élu se juge relativement actif (88 %) mais souhaiterait davantage de réciprocité et une implication plus forte de la population dans la vie communale (61 %).

Les relations avec les services de l' État sont bonnes, avec un taux de satisfaction de 84 %. L' État assure plutôt correctement son rôle (58 %) mais les élus ont le sentiment qu' il devient plus exigeant dans l' application des textes





(51 %) et même, pour certains élus, qu'il semblerait se désengager par rapport à ses obligations (22 %).

Avec les services du Pays, les relations sont plutôt bonnes (79 %) même si le délai de traitement des dossiers est beaucoup trop long (68 %) et le politique est encore fortement impliqué (61 %).

Dans ce cadre et pour les élus, le maire reste le « moteur » du développement de la commune (81 %), même si l'État (31 %) et le Pays (25 %) ont aussi un rôle à jouer dans ce domaine.

À ce titre, les priorités pour l'avenir de la commune se cristallisent surtout sur le développement économique et la création d'emplois (84 %), l'environnement (80 %) et l'accès à l'eau potable (75 %).

LE RÔLE DU SPCPF

Avec le SPCPF, les relations sont centrées surtout sur la formation (57 %), un peu moins sur l'information vis-à-vis de la réforme électorale et de l'application du CGCT (34 %) et l'accompagnement technique (26 %). Mais 28 % des élus n'ont jamais eu de contact avec l'institution. La moitié des élus environ (53 %) a suivi la formation initiale des élus, avec un taux de satisfaction particulièrement élevé (98 %), même si quelques griefs sont exprimés notamment au niveau de la complexité du contenu.

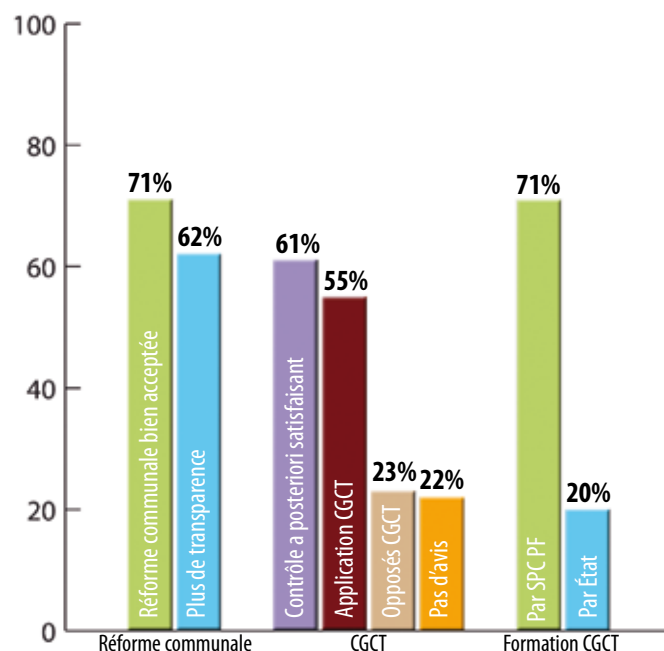
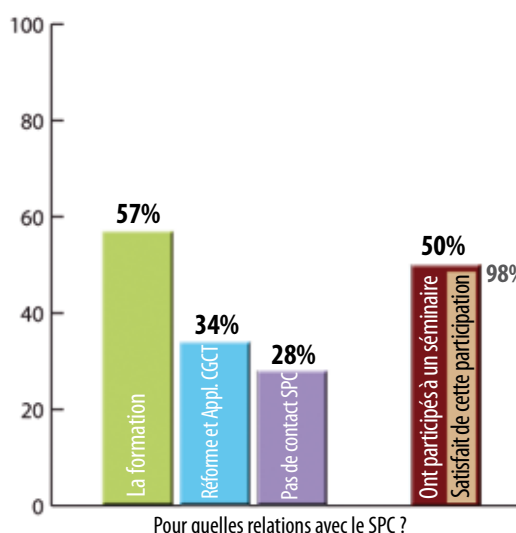
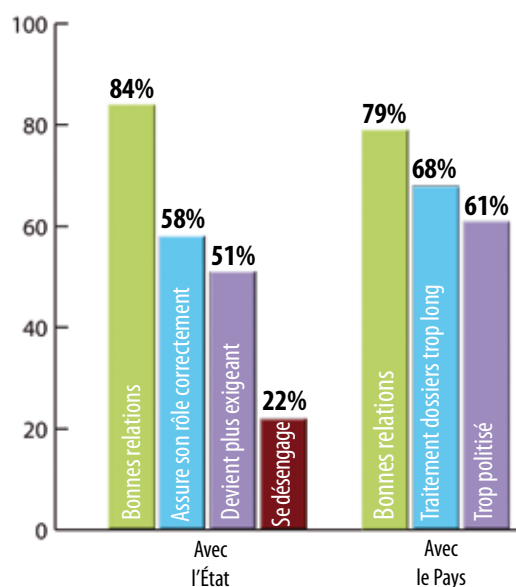
L'action du SPCPF à l'égard des communes est jugée plutôt neutre au regard de la taille de la commune (59 %). Les formations attendues concernent principalement le budget et les finances communales (57 %), les formations techniques (43 %), la gestion du personnel (39 %) et la responsabilité juridique des élus (37 %). Il existe une forte attente pour l'externalisation des formations sur le lieu du mandat des élus.

LES RÉACTIONS DES ÉLUS FACE AUX CHANGEMENTS

La réforme communale est relativement bien acceptée par les élus car elle vise à éviter les dérapages constatés par le passé (71 %) et à introduire davantage de transparence sur l'utilisation des deniers publics (62 %). Le contrôle a posteriori est satisfaisant pour 61 % des élus. Interrogés sur les nouvelles compétences, les élus restent attachés à la maîtrise d'œuvre par la commune (en régie) pour les travaux d'AEP (68 %), un peu moins pour le traitement des déchets (57 %) et l'assainissement (51 %) qui pourraient être attribués à une entreprise privée. Les élus confirment aussi leur intérêt pour une gestion communale, tant pour l'AEP (77 %), que pour le traitement des déchets (85 %) et l'assainissement (60 %).

55 % des élus sont favorables à l'application du CGCT, 23 % y sont opposés et 22 % n'ont pas d'avis. Les plus réticents mettent en avant la complexité et la technicité du document, le délai de mise en œuvre et surtout l'inadéquation aux situations des petites communes éloignées.

Par rapport à ces nouvelles compétences et notamment vis-à-vis de l'application du CGCT, le SPC est plébiscité



pour mettre en place une formation spécifique à l'attention des élus (71 %) voire mettre en œuvre une aide pédagogique sur les grands dossiers (fiches guides), de préférence à l'État (20 %).

En matière d'intercommunalité, 74 % des élus déclarent que toutes les communes peuvent s'entendre pour partager certaines compétences techniques (juriste, expert, technicien,...). Mais un tiers des élus sont sceptiques, car pour eux, les élus n'aiment pas partager leur pouvoir.

55 % des élus dont une majorité de maires délégués sont favorables à la création de communautés de communes. Près de la moitié d'entre eux souhaiteraient que les communes associées deviennent des communes à part entière.

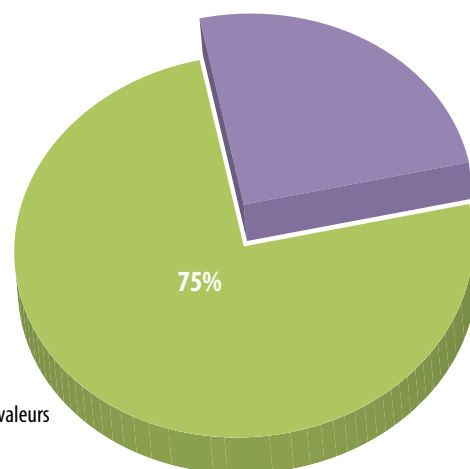
LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE

96 % des élus interrogés se déclarent attachés aux valeurs de la République (75 % les jugent très importantes).

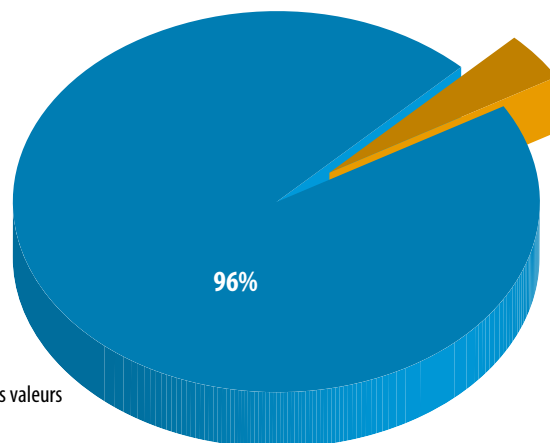
LES ATTENTES DES ÉLUS

Interrogés à l'aide d'une question ouverte sur leurs attentes ou suggestions les élus revendiquent :

- ◆ davantage de moyens matériels, financiers et humains ;
- ◆ une révision du régime indemnitaire ;
- ◆ une optimisation des relations entre les élus ;
- ◆ un accroissement de la formation ;
- ◆ un véritable statut de l'élu ;
- ◆ davantage d'informations émanant du SPC-PF.



Élus attachés aux valeurs de la République



Élus jugeant ces valeurs importantes

EN CONCLUSION

En conclusion, les élus ont une vision relativement optimiste du monde communal dans lequel ils évoluent malgré une image négative dans l'opinion, souvent mal vécue. Ils éprouvent une certaine fierté à exercer une fonction qu'ils ont, pour la plupart d'entre eux choisie, mais ils doivent assurer un engagement qui exige aujourd'hui davantage d'implication personnelle, de compétences et de technicité.

Le « tavana » d'hier exerce toujours son rôle de représentant de la commune et de concentration des pouvoirs, de « metua », mais les choses évoluent. Il doit aujourd'hui appliquer des réformes qui impliquent davantage d'investissement personnel, de responsabilités parfois mal vécues et surtout de technicité dans le suivi des dossiers.

Pour répondre à ces nouvelles exigences, les maires sont obligés aujourd'hui de s'entourer de compétences, de manager leur conseil municipal en tenant compte du manque de moyens matériels, financiers et humains, des insuffisances du régime indemnitaire, des conflits entre personnes, de l'absence de statut d'élu et parfois du sentiment d'inutilité de certains élus.

Dans ce contexte, les maires peuvent trouver dans le SPC-PF un allié, un partenaire. Le SPC-PF doit dépasser l'image d'utilité d'une institution de formation, avec des formateurs

compétents, pour se recentrer sur un rôle d'assistance et de soutien aux élus. Que ce soit en matière de sensibilisation, d'accompagnement dans la mise en place des nouvelles compétences (Adduction en Eau Potable, traitement des déchets, assainissement) ou d'application d'un CGCT perçu comme complexe et souvent rébarbatif, le SPC-PF est tout à fait légitimé par les élus pour accomplir ces missions avec efficacité et compétence.

Mais pour cela, l'institution doit communiquer davantage afin de mieux expliquer ses missions, renforcer sa crédibilité et favoriser les échanges avec les élus. Pour atteindre ces objectifs, il convient de mettre en place des outils d'informations adaptés, partiellement bilingues (brochure trimestrielle, lettre bimestrielle, site Internet) mais aussi d'encourager les événements fédérateurs (séminaires dans les archipels, rencontres intercommunes, partages d'expériences, ...).

Le SPCPF ne doit pas négliger pour autant son cœur de métier, la formation. Les attentes sont très fortes et les sujets ne manquent pas (budget, responsabilité, statut de l'élu, CGCT), en s'appuyant sur ses points forts : la proximité avec les élus, le travail sur le terrain au plus près des préoccupations locales et la qualité de ses relations avec les élus polynésiens.



3 • LA COMPÉTENCE ADDUCTION EN EAU POTABLE

L'adduction d'eau potable (AEP) est une compétence exercée par le SPC depuis sa création en 1980. Ce département « historique » exerce 4 missions : les études techniques et financières, la mise en œuvre des travaux, le conseil et l'assistance à la gestion et le contrôle des délégations de service public. Le département Eau Potable intervient uniquement sur les réseaux d'eau communaux, c'est-à-dire collectifs et destinés à la consommation humaine (et non pour les activités agricoles par exemple).

Une exception est faite pour les communes des Tuamotu – Gambier, compte tenu de leur manque de ressources en eau. En effet, pour ces communes, il est possible de travailler sur des réseaux d'eau non collectifs, notamment par le biais de formation pour l'entretien des citernes par exemple.



LA DIVERSITÉ DES SITUATIONS EN MATIÈRE D'EAU POTABLE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

Selon qu'il s'agisse d'une petite commune de l'archipel des Tuamotu, des Australes ou bien d'une commune peuplée de la Société, la diversité des situations en matière d'eau potable constitue une caractéristique première des communes de Polynésie française, toutes assujetties pourtant aux mêmes obligations du CGCT. Pour illustrer cette diversité et contribuer ainsi à la bonne

compréhension des problématiques diverses auxquelles elles sont souvent confrontées, nous avons choisi de présenter des extraits des études que le SPC a menées pour le compte de deux d'entre elles :

- Fakahina (Tuamotu)
- Raivavae (Australes)

L'exemple de Fakahina (Tuamotu), commune associée de Fangatau

CHIFFRES-CLÉS :

Population (recensement 2007) : 131 habitants

Besoins actuels : 16 à 24 m³ / jour

Besoins futurs (à l'échéance 20 ans) :
20 à 27 m³/jour

Ressource : eau de mer (quantité infinie)

Volume de stockage du réservoir : 20 m³

Réseau principal de distribution : 2,7 km

L'adduction d'eau potable de Fakahina a fait l'objet de diverses études et travaux depuis 1986. La population recueille depuis de nombreuses décennies les eaux pluviales, à titre individuel ou collectif. Ce recueil permet de subvenir à tout ou partie des besoins primordiaux et incompressibles que sont l'eau de boisson, la cuisine et l'hygiène personnelle.



Fin 1988, un réseau d'eau saumâtre est opérationnel au village de Niuhi. L'objectif de cette adduction était une distribution d'eau « de complément » pour les besoins de lavage notamment. Dans les années 90, une forte houle a recouvert l'île d'une cinquantaine de centimètres d'eau de mer, et la commune a craint une altération de la lentille d'eau douce, et a arrêté son exploitation jusqu'à ce jour. En 1999 et 2004, deux campagnes financées par le Pays ont permis de compléter l'équipement des foyers en citernes individuelles.

Afin de se conformer à la réglementation (obligation réglementaire de distribuer de l'eau potable avant 2016), la commune de Fangatau souhaite distribuer de l'eau potable par réseau à la population de Fakahina. La commune a choisi de confier la réalisation de son schéma directeur en Eau Potable au SPC, d'où sont extraits les éléments ci-dessous.

Des études et missions ont été réalisées par le SPC en ce qui concerne l'adduction d'eau de Fakahina depuis 1986.

- ◆ Demande d'étude de la commune en août 1986,
- ◆ Mission SPC de reconnaissance géophysique - décembre 1986,
- ◆ Rapport de mission SPC - janvier 1987,
- ◆ Rapport géophysique SPC - mars 1987,
- ◆ Réalisation des travaux d'alimentation en eau - avril à septembre 1988,
- ◆ Rapport de fin de travaux - octobre 1988,
- ◆ Mission SPC de contrôle des installations et de prévision de travaux - février 1990,
- ◆ Mission SPC de relève des compteurs d'eau et de contrôle des installations - octobre 1990,
- ◆ Mission SPC de relève des compteurs d'eau et de contrôle des installations - février 1992,
- ◆ Demande d'étude de la commune pour fournir de l'eau potable - juillet 2008,
- ◆ Mission SPC de reconnaissance géophysique, d'état des lieux et de

recensement des habitations et des citernes publiques - septembre 2008,

◆ Mission SPC de reconnaissance géophysique suite à des incertitudes (avril 2009)

À court et moyen terme à Fakahina, l'adduction d'eau potable passe par :

- ◆ La production d'eau potable à partir d'eau de mer,
- ◆ La désinfection des eaux par chloration,
- ◆ Le stockage d'eau potable pour mise en pression du réseau à toute heure,
- ◆ La réhabilitation du réseau de distribution d'eau saumâtre existant afin de l'utiliser pour la distribution d'eau potable,
- ◆ L'extension du réseau de distribution vers les zones nouvellement habitées,
- ◆ La rénovation des branchements, avec pose de compteur d'eau sous bouche à clé.



Coût prévisionnel des travaux (investissement) : 46 millions de FCP TTC

SANS EMPRUNT

BUDGET ANNUEL DE L'EAU	11 à 14 millions FCP/an
PRIX DE REVIENT DE L'EAU	1 600 à 2 200 FCP/m ³
FACTURE MOYENNE D'UN ABONNE *	13 900 à 16 800 FCP/mois

AVEC EMPRUNT

(HYPOTHESE : EMPRUNT DE 10 % DE L'INVESTISSEMENT SUR 20 ANS A 4%)

BUDGET ANNUEL DE L'EAU	15 à 17 millions FCP/an
PRIX DE REVIENT DE L'EAU	2 000 à 2 800 FCP/m ³
FACTURE MOYENNE D'UN ABONNE *	17 800 à 21 400 FCP/mois

* Dans le cadre d'un budget annexe de l'eau équilibré.

Le coût important de la facturation moyenne va imposer au conseil municipal de faire le choix entre cette solution chère pour l'utilisateur mais offrant un service « île haute » ou une autre solution par eau de citerne moins chère mais à service et à l'usage moindre.



3 • LA COMPÉTENCE ADDUCTION EN EAU POTABLE

L'exemple de Raivavae (Australes)

Les différentes adductions d'eau de la commune de Raivavae sont toutes basées sur l'exploitation de ressources de surface. Ces adductions n'ont pratiquement pas évolué depuis leur création et ne permettent pas d'assurer une distribution normale de l'eau, tant en qualité qu'en quantité. Les causes sont notamment :

- ◆ L'absence de contrôle des volumes d'eau consommés menant à une surconsommation importante,
- ◆ L'absence de traitement de l'eau,
- ◆ L'utilisation d'un réseau vétuste qui fuit,
- ◆ La multiplicité des adductions.

Une campagne de mesures géophysiques a été tentée en 1991 et finalement réalisée en 1995. Cette campagne a préconisé la réalisation de 17 forages verticaux. Deux tentatives pour réaliser ces forages ont été faites à Raivavae en 1995 et 2005. La population s'opposa vivement à la réalisation des forages : ces tentatives furent un échec. En conséquence, la commune a retenu l'exploitation des ressources de surface pour la future adduction d'eau de Raivavae par délibération n°01/2007 du 10 janvier 2007.

La campagne de mesure de débits de 2006 a montré que la ressource de surface est tout juste suffisante pour alimenter l'île de Raivavae, actuellement et à l'échéance 40 ans. À court et moyen terme à Raivavae, l'adduction d'eau potable passe par l'exploitation des ressources de surface dans les conditions suivantes :

- ◆ Poursuite de l'exploitation des captages existants,
- ◆ Pompage des eaux de surface lorsque l'altitude des captages est trop basse,
- ◆ Traitement des eaux de surface,
- ◆ Désinfection des eaux par chloration,
- ◆ Stockage pour mise en pression du réseau à toute heure,
- ◆ Rénovation du réseau de distribution,
- ◆ Pose de branchements sous bouche à clé avec compteur d'eau,
- ◆ Éventuel contrôle sévère de la consommation en eau en période sèche.

CHIFFRES-CLÉS :

Population (recensement 2007) : 905 habitants
Besoins actuels et futurs (à l'échéance 20 ans) : 320 m³/jour
Capacité de production des captages : 41 m³
Réseau principal de distribution : 21 km



CAPTAGES	SUD	NORD
	TUARANI + TURAMA + TEVAITURANA	HAHARU 1 + POPOTI + VAITORUE
Q min (m ³ /jour)	412	59
Q médian (m ³ /jour)	814	Une centaine de m ³ /jour
Q max (m ³ /jour)	2818	
VOLUME DE STOCKAGE RÉSERVOIR	400	100

	Adduction basée sur l'exploitation de captages
SANS EMPRUNT	
BUDGET ANNUEL DE L'EAU	24,6 à 29,3 millions FCP/an
PRIX DE REVIENT DE L'EAU	265 à 315 FCP/m ³
FACTURE MOYENNE D'UN ABONNÉ (hors subvention du budget général)	7 500 à 8 900 FCP/mois
FACTURE MOYENNE D'UN ABONNÉ DOMESTIQUE *	6 100 à 7 300 FCP/mois
AVEC EMPRUNT (hypothèse : emprunt de 10 % DE L'INVESTISSEMENT SUR 20 ANS A 4%)	
BUDGET ANNUEL DE L'EAU	29,4 à 34,0 millions FCP/an
PRIX DE REVIENT DE L'EAU	315 à 365 FCP/m ³
FACTURE MOYENNE D'UN ABONNÉ (hors subvention du budget général)	8 900 à 10 400 FCP/mois
FACTURE MOYENNE D'UN ABONNÉ DOMESTIQUE *	7 300 à 8500 FCP/mois
* Dans le cadre d'un budget annexe de l'eau équilibré.	

LES FILIÈRES DE TRAITEMENT DE L'EAU EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

Pour répondre aux obligations du CGCT en matière de distribution d'eau potable, la ressource issue des différentes modes de production (captage, forage notamment) doit être traitée. En Polynésie française, les filières de traitement des eaux de surface actuellement utilisées sont les suivantes :

- Décantation, filtration lente sur sable, chloration,
- Décantation, chloration,
- Ultrafiltration, chloration,
- Prétraitement, ultrafiltration, chloration.

Pour chacune de ces filières de traitement des eaux de surface, des difficultés d'exploitation ont été observées :

- Concernant la filière « décantation, filtration lente sur sable, chloration », les eaux sont microbiologiquement potables, chimiquement le paramètre turbidité dépasse souvent la norme de 2 NTU,
- Concernant la filière « décantation, chloration », elle n'est efficace que lorsque les eaux de captages ont une faible turbidité,
- Concernant la filière « ultrafiltration, chloration », elle est actuellement installée à Moorea et à Nuku Hiva, et la production d'eau potable par ces deux stations reste à prouver,
- Concernant la filière « prétraitement, ultrafiltration, chloration », elle est uniquement installée à Faa'a. L'eau provient d'une retenue collinaire, elle a des caractéristiques différentes des eaux de rivières et est en général plus « simple » à traiter. La prolifération d'algues dans la retenue collinaire est contrôlée par injection de sulfate de cuivre. L'exploitation de cette station d'ultrafiltration par une société privée reste délicate voire difficile et extrêmement technique.

Au vu de ce qui précède, il est essentiel de trouver une ou des filières de traitement véritablement adaptées aux différents contextes polynésiens.



Dispositif
de traitement de l'eau
par chloration



RÉCAPITULATIF PAR COMMUNES DES OPÉRATIONS

COMMUNE	OPÉRATION	DÉTAILS/DESCRIPTION DE L'OPÉRATION	
RAIVAVAE	Finalisation du Schéma Directeur d'Adduction en Eau Potable	Finalisation du schéma directeur suite aux décisions prises par la commune après présentation de la phase 1 du SDAEP	
UA POU	Actualisation du Dossier de financement du Schéma directeur de l'AEP de Hakahau (village principal)	Actualisation des coûts d'investissement et de fonctionnement du SDAEP, celui-ci datait de mai 2007	
UA POU	Étude Filière de traitement	Recherche d'une filière de traitement des eaux de surface (rivières) aux Marquises. Le site d'expérimentation est Hakahau à Ua Pou. L'opération consiste en l'installation de matériels de mesure, puis la réalisation de prélèvements et analyses d'échantillons d'eau, et enfin le dimensionnement de la filière de traitement adapté	
NUKU HIVA	Étude Filière de traitement Ultrafiltration	Détermination de la validité technique et économique de réhabiliter les stations d'ultrafiltration de Taiohae. L'opération consiste en la réalisation de prélèvements et analyses d'échantillons d'eau, puis le dimensionnement de la filière de traitement	
TAHAA	Dossier de financement Équipement des forages de Hipu	Travaux préalables : Réalisation de plans topographiques. Travaux de pose de pompe, chloration, télésurveillance, construction réservoir	
TUMARAA	Étude Consommation et rendement réseau	Calculs des indicateurs techniques : volumes produits, distribués, consommés, rendement de réseau, indice linéaire de perte	
FAKAHINA	Schéma Directeur d'Adduction en Eau Potable	Réalisation du SDAEP et modifications suite aux décisions prises par la commune	
GAMBIER	Étude Évaluation de la capacité de la nappe de Mangareva	L'étude consiste en la réalisation d'essais de pompage, puis en leur interprétation afin de connaître la capacité de la nappe de Mangareva après 15 ans d'exploitation	
MULTI ARCHIPEL MULTI COMMUNES	Suivi du vieillissement des forages	Réalisation d'essais de pompage par paliers, interprétation sommaire	
RURUTU	Construction du réservoir Tuamaua	Construction d'un réservoir de 250 m ³ avec son équipement de sécurité (ligne de vie, crinoline et garde-corps)	
UTUROA	Tranche 1	L'opération de Rénovation du réseau Est consiste en la construction d'un réservoir à Tepua, la rénovation des stations de pompage, de télésurveillance et de chloration de Tepua, Vaitemanu et Faafau, la rénovation du réseau de distribution Est	
RURUTU	Avera - Narui	Mise en service de la chloration, suivi de la mise en place du paiement de l'eau	
TUBUAI	Audit des installations	Audit des stations de pompage – chloration – télésurveillance pour remise à niveau	
MULTI ARCHIPEL MULTI COMMUNES	Projet pilote d'aide à la gestion Phase 1 Communes de Rimatara et Huahine	Projet de formation action dans le domaine technique de la production et distribution d'eau potable	
FANGATAU	Suivi de la consommation	Calculs des indicateurs techniques : volumes produits, distribués, consommés, rendement de réseau, indice linéaire de perte	
MULTI ARCHIPEL MULTI COMMUNES	PAPE partenariat pour la Potabilité de l'Eau Communes de Tahaa, Taputapuatea, Tubuai et Tumaraa	La suite du projet pilote d'aide à la gestion (PAG). Il s'agit d'un projet de formation action dans les domaines technique, financier et de management. En 2009, réalisation d'audits techniques et organisationnels des 4 communes	
MULTI ARCHIPEL MULTI COMMUNES	Base de données analyses de l'eau	Réalisation et renseignement d'une base de données relative aux résultats d'analyses faites dans le cadre des auto-contrôles	
MULTI ARCHIPEL MULTI COMMUNES	Suivi des autocontrôles	Suivi de l'exécution des contrats d'auto-contrôles signés entre les communes et les laboratoires	

3 • LA COMPÉTENCE ADDUCTION EN EAU POTABLE

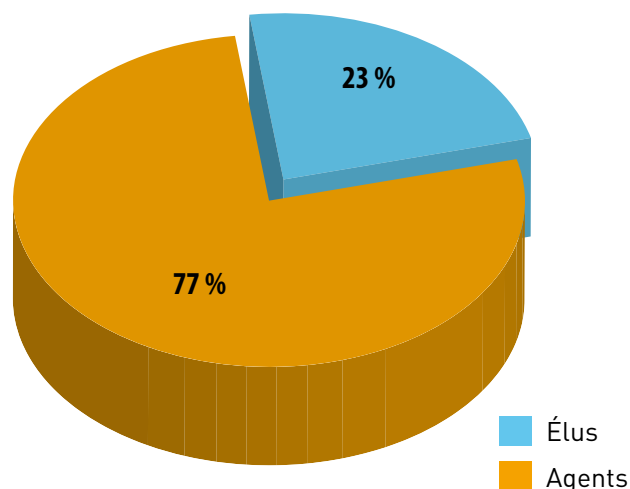
MENÉES PAR LE DÉPARTEMENT EAU POTABLE EN 2009

	RÔLE DU SPC	FINANCEMENT DE L'OPÉRATION	ÉTAT 31/12/09
	Réaliser le SDAEP en interne	Phase 1 du SDAEP : 100% fonds propre SPC Finalisation SDAEP : 80% FIP + 20% SPC	Terminé
	Réaliser l'actualisation en interne	SDAEP 100% fonds propres SPC	Terminé
	Définir l'étude, rédiger l'appel d'offres (travaux et prestations intellectuelles) Le SPC est maître d'ouvrage	Partie travaux : 60% FIP + 40% SPC Partie prestations intellectuelles : 80% FIP + 20% SPC	Initié
	La commune est maître d'ouvrage Le SPC est maître d'œuvre : Définir l'étude, rédiger l'appel d'offres, suivre le déroulement de l'étude	DDC + Commune	Poursuite
	Réaliser le dossier de financement	Études sur fonds propres SPC	Terminé
	Réaliser les calculs	Études sur fonds propres SPC	Terminé
	Réaliser le SDAEP en interne	SDAEP : 80% FIP + 20% SPC	Terminé
	Définir l'étude, rédiger l'appel d'offres, suivre l'étude	Coût de l'étude par prestataire privé 80% FIP + 20% commune Mangareva. Définition de l'étude, rédaction AO, suivi de l'étude : 100% fonds propres SPC	En cours
	Réaliser les essais de pompage	100% fonds propres SPC	En cours
	Rédiger l'appel d'offres, suivre l'exécution des marchés	Participation forfaitaire (5% du montant de l'opération) à la charge de la commune	Terminé
	Rédiger l'appel d'offres, suivre les travaux	Participation forfaitaire (5% du montant de l'opération) à la charge de la commune	En cours
	Assister la commune	100% fonds propres SPC	En cours
	Réaliser l'audit	100% fonds propres SPC	Terminé
	Assister la commune	Déplacement et main d'œuvre des agents du SPC : 100% fonds propres SPC	En cours
	Réaliser les calculs	Études sur fonds propres SPC	En cours
	Réaliser les audits (audit technique en interne, audit organisationnel par un prestataire)	100% fonds propres SPC	En cours
	Réaliser la base de données, la renseigner	100% fonds propres SPC	En cours
	Suivre l'exécution des contrats	100% fonds propres SPC	En cours



4 • LA COMPÉTENCE FORMATION

À travers des objectifs et des programmes différents, le SPC assure statutairement la formation de deux publics distincts du monde communal : les élus municipaux d'une part et les agents communaux d'autre part. Au total 22 domaines, 203 actions, 2346 stagiaires, 63 134 heures de formation constituent le bilan global de la formation pour l'année 2009 tous publics confondus. 87494 769 F CFP en coût directs ont été consacrés par le SPC au titre de la formation tous publics confondus pour cette année. Plus des deux tiers des dépenses sont consacrées à la formation des agents communaux.



LA FORMATION DES ÉLUS

29 actions, 412 stagiaires pour 5366 heures de formation et 20458 147 F CFP en coût directs ont concerné le public « élus », pour lequel l'accent a été mis sur les séminaires intra, la FPC et le CGCT en 2009. 13 actions ont ainsi été consacrées à la modernisation du système communal.

La formation des élus est un domaine très encadré juridiquement et nécessitant l'obtention d'un agrément renouvelable tous les 2 ans délivré par le conseil national pour la formation des élus locaux (CNFEL). Il a été obtenu logiquement par le SPCPF.

En 2009, la priorité a été donnée aux séminaires intra des conseils municipaux et au renforcement du vivier de formateur élus. Ces derniers participent et s'impliquent désormais et sans problèmes particuliers dans les groupes de travail, les formations, et dans les ateliers. Les échanges sont toujours qualifiés de riches et conviviaux et

les élus se félicitent de pouvoir travailler, dialoguer avec leurs homologues de communes de couleurs politiques différentes dans des espaces neutres de discussion.

Les domaines prioritaires en 2009

- ◆ La modernisation du système communal avec les séminaires intra des conseils municipaux
- ◆ Formation et pédagogie

Les autres domaines explorés en 2009 :

- ◆ Services techniques : sensibilisation des élus au projet PAPE (ex PAG)
- ◆ Dossier de mise en œuvre de la fonction publique communale (FPC) au travers du groupe de travail des élus essentiellement
- ◆ Action de sensibilisation sur les démarches administratives dans le cadre de mariage d'étrangers

La formation de formateur élus

2009 a été l'occasion des premières formations avec les élus formateurs qui ont ensuite fait leur « passage à l'action » en co-animation avec les 2 élus formateurs « chevronnés » du SPC, et les techniciens de la direction du SPC dans les séminaires intra des conseils municipaux.

Cet apport de nouveaux formateurs élus dans les groupes de réflexion, puis au cours des formations avec les élus des archipels est essentiel pour leur animation en langue tahitienne et également leur connaissance du monde communal local.

La plus value apportée par des formateurs élus est en effet très conséquente. En complément du technicien, ils connaissent les communes « de l'intérieur », parlent aux élus d'égal à égal, pratiquent la langue tahitienne, possèdent une facilité de mise en relation et assurent le rôle de médiateur de l'expert qui vient de métropole et de « médiateur » entre le « technicien » du SPC et les élus.



Les élus formateurs à l'issue de leurs travaux de formation

Les séminaires intra des conseils municipaux

Ces opérations de formation sur le système communal et son fonctionnement ont été développées fortement depuis 2008. Elles donnent en effet de bons résultats : une cohérence à l'action des élus (partager la même vision du projet communal), participent à la création d'une véritable équipe municipale et contribuent au « management du changement ». À l'issue du séminaire, les participants deviennent d'importants acteurs du changement des mentalités et permettent de faire évoluer les esprits sur la formation et son intérêt pour les élus.

Au final, ces actions sont vécues très positivement par les élus, notamment sur l'aspect du fonctionnement et du positionnement de la commune par rapport aux autres institutions, et notamment du rôle respectif des élus et des agents communaux.

Ces actions permettent également au SPC de connaître les communes « de l'intérieur », et aux élus de mieux se connaître et mieux connaître le SPC.



Un élu municipal de Nuku Hiva au cours du séminaire intra de cette commune

Répartition des séminaires intra par archipel au cours de l'année 2009

ARCHIPEL	NOMBRE COMMUNES	POURCENTAGE DES COMMUNES DE L'ARCHIPEL	NOUVEAU MAIRE
Australes	1	20%	1
Îles du Vent	6	46%	5
Îles Sous-le-Vent	5	71%	4
Marquises	0		
Tuamotu / Gambier	3	18%	2
	15	31%	12

23 demandes de séminaires intra ont été enregistrées en 2009. 15 séminaires ont été réalisés.

Les actions de formation à destination des élus en 2009

	ACTIONS	STAGIAIRES	HEURES	COÛT DIRECT
Communication	1	1	6	67 500
Congrès/Séminaires	4	109	1 521	10 178 308
Documentation bilingue	3	3	64	256 966
Formation et Pédagogie	1	12	276	959 602
FPC	5	64	518	4 720 301
Modernisation système communal	12	202	2 675	3 004 381
Projets internes	2	15	234	1 018 389
Services techniques	1	6	72	252 700
	29	412	5 366	20 458 147



4 • LA COMPÉTENCE FORMATION

LA FORMATION DES AGENTS

Le bilan technique montre que 174 actions concernant 1 934 stagiaires, pour 57 768 heures de formation d'un montant de 67 036 622 F cfp en coût directs ont été consacrées aux agents communaux. Les actions ont concerné 18 domaines, et parmi les plus importants

en terme de dépenses on peut citer celles en direction des sapeurs pompiers, des policiers municipaux, de la fonction publique communale (FPC) et de l'application du CGCT avec notamment la mise en œuvre du contrôle de légalité a posteriori (CLAP).

Récapitulatif des actions de formations à destination des agents communaux

	ACTIONS	STAGIAIRES	HEURES	COÛT DIRECT	%
Administration générale	7	44	1 196	2 754 316	
Bureautique	7	44	912	1 666 500	
CGCT	5	56	972	3 206 971	4.78 %
Communication	4	47	274	203 186	
Comptabilité finances	5	55	1 044	1 792 479	
Congrès/Séminaires	2	32	338	3 557 151	5.30%
Documentation bilingue	3	5	96	39 246	
Formation et Pédagogie	2	18	529	1 192 785	
FPC	21	224	3 681	10 975 895	16.37 %
Hygiène sécurité	29	408	3 724	5 430 098	
Marchés publics	2	20	387	384 064	
Modernisation du système communal	3	13	428	348 625	
Police municipale	9	158	19 387	11 601 425	17.31 %
Projets internes	3	15	216	45 000	
Relations à la population	3	40	536	527 862	
Sapeurs pompiers FC	28	329	4 023	1 046 563	
Sapeurs pompiers général	34	398	19 310	20 459 189	30.52 %
Services techniques	7	28	715	1 805 267	
	174	1 934	57 768	67 036 622	

Les actions en direction des sapeurs pompiers ont représenté le plus gros poste de l'année 2009, avec 398 stagiaires et 30,52 % des dépenses de formation destinées aux agents communaux. Avec 86 % de taux de réussite, le bilan est globalement très positif. Autre élément de satisfaction : les formateurs sont à 95 % ses sapeurs pompiers communaux.



Le contrôle de légalité a posteriori (CLAP)

33 communes polynésiennes sur 48 ont choisi le contrôle de légalité a posteriori (CLAP) à compter du 1^{er} janvier 2009. Deux sessions de formation se sont déroulées au SPC du 7 au 10 décembre 2009, regroupant 29 agents de 18 communes. Cette forte participation a démontré l'intérêt des communes pour cette profonde mutation juridique. L'implication des stagiaires a été marquée et leur participation notable. Deux éléments essentiels sont frappants :

- ◆ Les stagiaires ont parfaitement pris conscience de la part active qu'ils doivent prendre dans le processus d'élaboration des actes des communes (délibérations, arrêtés) de façon à en assurer la sécurité juridique en amont même de la décision finale.
- ◆ Ils identifient le nouveau rôle joué par le haut-commissariat qui est celui de s'assurer de la seule légalité de l'acte et non plus d'y apporter une approbation préalable à son exécution. Les rôles de chacun sont donc clairement établis. Les inconvénients réciproquement cités par les deux partenaires (Haut Commissariat et les communes) dans leurs relations passées devraient disparaître au profit d'une autonomie plus importante des communes et d'une intervention du Haut-commissariat dans le seul cadre du formalisme prévu par les textes.

D'autre part, le bilan de la mise en place du contrôle de légalité a posteriori au 1^{er} janvier 2009 est jugé positif par les stagiaires et les différents intervenants. Plusieurs éléments sont mis en avant :

- ◆ Les communes ont fait l'effort d'une meilleure maîtrise de leurs procédures internes de rédaction des actes et, au final, n'ont plus de crainte particulière quant au nouveau dispositif.

- ◆ Les observations transmises par le Haut-Commissaire aux communes, portant sur les actes déposés, clarifient leurs points de faiblesse, contribuant ainsi à améliorer la qualité juridique des actes.

- ◆ Il n'y a pas à craindre de ces lettres d'observations puisqu'elles sont l'instrument normal de l'exercice du contrôle de légalité des actes pris par les communes.

- ◆ Les communes qui ont décidé de mettre en place le contrôle de légalité a posteriori au 1^{er} janvier 2010 (Makemo, Manihi, Rimatara, Tureia et Uturoa) ne sont pas du tout inquiètes, car elles ont été rassurées par l'expérience des 33 communes qui les ont précédées depuis le 1^{er} janvier 2009.

En conclusion le bilan est globalement très positif même si, bien entendu, il convient d'améliorer encore la qualité juridique des actes. Cette période de transition et d'adaptation est nécessaire et doit être vécue par chacun des partenaires comme autant d'occasion de parfaire les pratiques communes.

La fonction publique communale (FPC)

Pour sa part, la mise en œuvre de la fonction publique communale (FPC) a nécessité une approche très spécifique, plus complexe que par exemple la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable « M14 » :

obligation, dates imposées, changement total des pratiques et des cultures de travail et donc des compétences professionnelles nouvelles nécessaires. Dans ce contexte, la formation du personnel présente donc un caractère impératif pour maîtriser les fondamentaux du nouveau statut et la gestion administrative du personnel. Mais au-delà, les résultats concrets en matière de gestion des ressources humaines dépendront de l'effort interne que les collectivités accepteront de faire.

L'objectif « compétences professionnelles » du nouveau statut n'aura de sens dans les collectivités que si l'on profite de la réforme pour se réorganiser, définir de véritables profils de postes, se placer dans une logique de métier au service des projets communaux, élaborer et mettre en œuvre de véritables projets d'amélioration des compétences professionnelles par la formation du personnel.

Le plan de formation FPC proposé par le SPCPF répond à ce double objectif : formation de base pour mettre en œuvre le statut et formation spécialisée afin que la réforme permette une véritable évolution en matière de gestion des ressources humaines dans les collectivités.

Il se caractérise notamment par :

- ◆ Une formation sur les fondamentaux de la réforme dénommée « Les grands principes de la réforme » qui devra être suivie par tous les cadres communaux, qu'ils soient ou non agent d'un service des ressources humaines ou du personnel,

- ◆ Des formations spécifiques adaptées à la typologie des personnels et aux strates de communes. Ces formations sont destinées aux directeurs généraux des services ou secrétaires généraux, ainsi qu'aux agents des services des ressources humaines ou du personnel,

- ◆ Une possibilité pour chaque agent concerné de définir un parcours personnalisé de formations correspondant à ses besoins, en prenant en compte ses compétences déjà acquises et ses contraintes en terme de charge de travail,

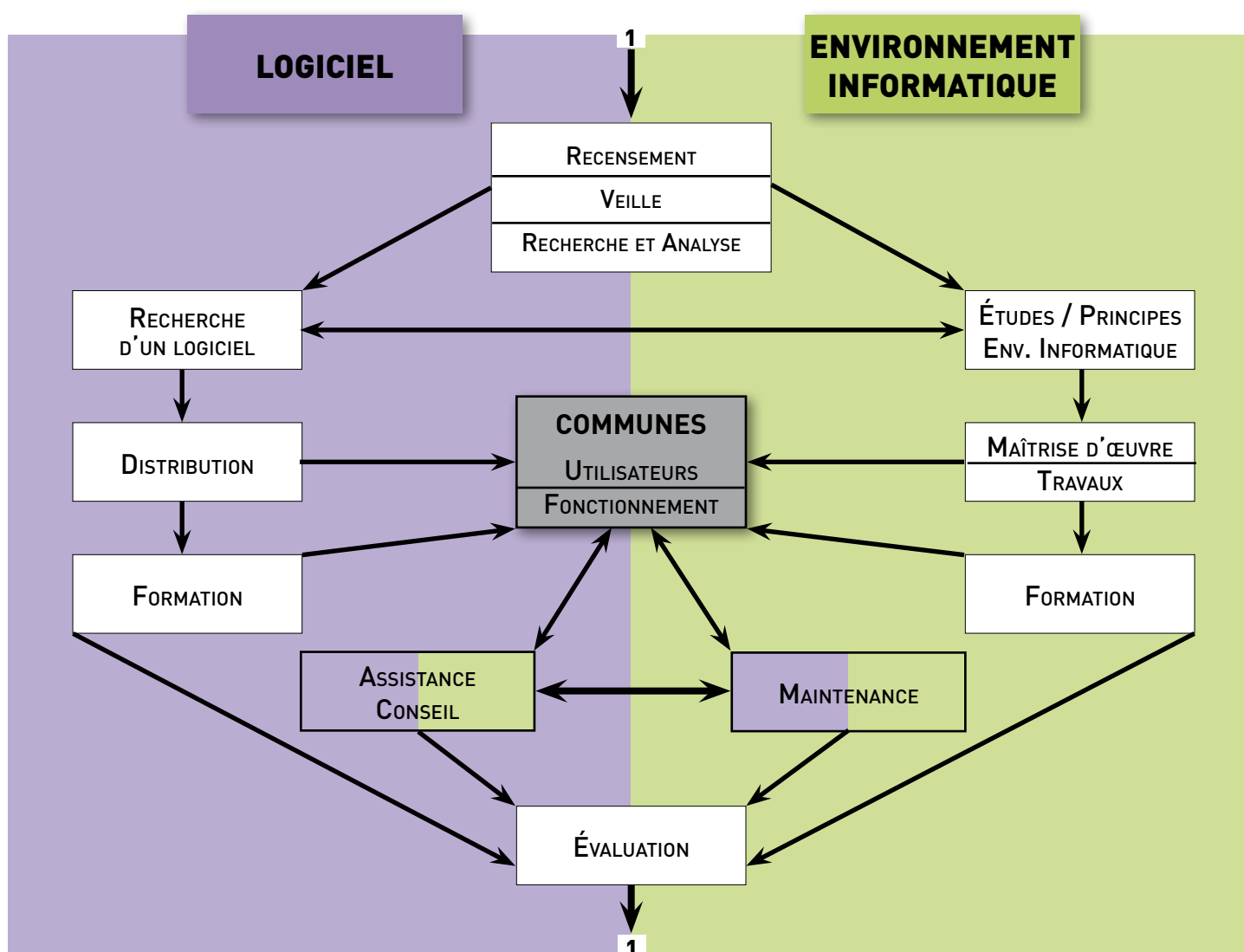
- ◆ Une programmation sur plusieurs années de 80 formations pour que chaque collectivité puisse élaborer sa propre réponse aux besoins de formation liés à la mise en œuvre du statut.

Le plan de formation vise à former aux nouvelles pratiques imposées par le statut et à permettre à chaque collectivité de mener la réforme à son rythme. Toutefois, cet objectif propre à chaque collectivité ne doit pas mettre en danger le plan de formation proposé pour l'ensemble des collectivités.

Ces deux éléments réunis ont conduit à proposer un projet permettant à la fois d'assurer les formations nécessaires à court terme (2009-2010) et de recenser les besoins pour que la déclinaison annuelle du plan de formation corresponde réellement aux besoins exprimés par les collectivités elles-mêmes.

La compétence informatique du SPC est scindée en deux missions : logiciels et environnement matériel. Les deux missions assurent en permanence une veille technologique dans leurs domaines respectifs. Un recensement des besoins est régulièrement effectué auprès des communes adhérentes, tant en logiciel qu'en environnement informatique. À partir de ces besoins, la mission logiciel procède à la recherche de produits auprès d'éditeurs reconnus. Les logiciels sont alors distribués par le SPCPF après une adaptation éventuelle aux spécificités des communes polynésiennes. Cette recherche doit être effectuée en parfaite cohérence avec l'environnement informatique qui, de son côté procède aux études et assure la maîtrise d'œuvre technique du projet.

LES DEUX MISSIONS DE LA COMPÉTENCE INFORMATIQUE



Suite à l'installation du logiciel dans un environnement informatique adapté, un ensemble de formations est proposé aux différents utilisateurs, chacun dans leurs domaines. L'utilisation des logiciels dans l'environnement informatique de la commune nécessite une assistance régulière, via le service de hot line. Les remontées des utilisateurs, les évolutions technologiques et réglementaires entraînent la maintenance du logiciel et de son environnement. Au final une évaluation des résultats suscitera des ajustements de programme, voire le lancement de nouveaux programmes.

LE RENOUVELLEMENT DE LICENCE DE LOGICIELS

Les licences d'utilisation des logiciels de gestion financière et de gestion des ressources humaines, utilisés dans les communes et les syndicats intercommunaux distribués par le SPC arrivant à terme le 31 décembre 2010, une consultation d'éditeurs de logiciels a été lancée au cours de l'année 2009.

Le SPC a associé des partenaires (Trésor Public et communes) dans cette démarche pour rencontrer les éditeurs en métropole.

À l'issue de la consultation, la commission des marchés du comité syndical a opté pour le choix de 2 éditeurs :

◆ A.GE.D.I. : pour les communes de moins de 3 500 habitants (29) et les syndicats de communes (4)

◆ CIVITAS : pour les communes de plus de 3 500 habitants (8) et le SPC.

Les marchés ont été rendus exécutoires le 4 décembre 2009.

Le marché A.GE.D.I.

L'année 2010 sera consacrée à la mise en œuvre des logiciels Win-M14 et Win-Paye pour les 29 communes de moins de 3 500 habitants et les 4 syndicats intercommunaux qui utilisent ces outils.

A.GE.D.I

Sous la forme d'un syndicat mixte, l'Agence de Gestion et de Développement Informatique (A.GE.D.I) est un établissement public au service des élus et des collectivités membres.

Créée en 1987, la structure apporte des outils et des solutions mutualisés en nouvelles technologies au service de la gestion publique.

La facilité d'utilisation des outils informatiques, leurs performances, le suivi et les évolutions des technologies mises en œuvres, au moindre coût tant à la mise en place que pour l'usage au quotidien ensuite, sont les raisons qui ont poussé le SPC à choisir AGEDI.



Le marché CIVITAS

Les futures versions des logiciels de CIVITAS GF/GRH (intitulées full-web) utilisent les dernières évolutions technologiques de l'informatique : les logiciels se présenteront sous forme de pages web, à l'image des sites Internet que nous pratiquons désormais quasiment tous.

CIVITAS

À la différence d'A.GE.D.I qui est un syndicat mixte, CIVITAS, acteur majeur auprès du secteur public est une société privée. Elle offre une gamme complète de logiciels de gestion couvrant 4 domaines spécifiques qui composent un système d'informations fonctionnel global : Finances, Ressources humaines, Services techniques et logistiques, Services généraux

Depuis bientôt 15 ans CIVITAS accompagne le secteur public dans la mise en place de solutions de gestion dédiées à 100 % aux besoins des collectivités territoriales et des établissements publics.



RÉPARTITION DES LOGICIELS PAR ARCHIPEL ET TYPE D'USAGE EN 2009

Nb collectivités exploitant le logiciel	Comptabilité	Gestion des ressources humaines	Élections	Population et état civil	Rôle	Facturation au compteur (eau)	Facturation au compteur (électricité)	TOTAL
	CIVITAS	CIVITAS	A.GE.D.I.	A.GE.D.I.	SPCPF*	SPCPF*	SPCPF*	
Australes	6	6	5	1	4	3	1	26
IDV	12	10	4	2	2			30
ISLV	6	6	6	1	5	3	1	28
Marquises	6	6	6	1	2	2		23
TG	18	18	16	1		1	1	55
TOTAL	48	46	37	6	13	9	3	162

RÉPARTITION DES LOGICIELS PAR ARCHIPEL ET NOMBRE D'UTILISATEURS EN 2009

Nb agents utilisant le logiciel	Comptabilité	Gestion des ressources humaines	Élections	Population et état civil	Rôle	Facturation au compteur (eau)	Facturation au compteur (électricité)	TOTAL
	CIVITAS	CIVITAS	A.GE.D.I.	A.GE.D.I.	SPCPF	SPCPF*	SPCPF*	
Australes	13	10	13	3	5	4	2	50
IDV	37	14	12	5	2			70
ISLV	25	10	13	4	7	4	1	64
Marquises	13	8	7	1	2	2		33
TG	25	20	22	3		1	2	73
TOTAL	113	62	67	16	16	11	5	290

*Logiciel réalisé par le SPCPF

ACTIVITÉS LIÉES AU SUIVI INFORMATIQUE DES COLLECTIVITÉS

Le département informatique a assuré la maintenance et le suivi de 31 sites informatiques dont 19 réseaux et 270 postes répartis sur les 48 collectivités qui utilisent les logiciels distribués par le SPC.

LES DÉCISIONS DU COMITÉ SYNDICAL

Concernant l'informatique, un certain nombre de décisions importantes ont marqué l'année 2009 :

◆ La décision du comité syndical de ne travailler, à compter du 1^{er} janvier 2010, que pour les seules communes adhérentes à la compétence informatique et pour les syndicats intercommunaux

◆ La sortie de la commune de Pirae de la compétence informatique et l'entrée de la commune de Mahina, à compter du 1^{er} janvier 2010.



L'équipe du département informatique



LES RÉALISATIONS DE L'ANNÉE 2009

La mise en œuvre d'un service de hotline informatique

Mise en place à compter du 1^{er} janvier 2009, l'assistance des usagers via le service de hot line informatique a constitué un véritable lien avec les communes, un outil de communication permettant de connaître les agents communaux utilisant les logiciels informatiques et les difficultés auxquelles ils sont confrontés dans ce cadre.

- ◆ 1213 demandes ont été enregistrées durant l'année 2009, dont 1 129 ont été résolues, soit 93 %
- ◆ La répartition de ces 1213 demandes fait apparaître qu'elles concernent les logiciels pour 64 % et 36 % l'environnement informatique
- ◆ L'équipe logiciel : 43 interventions sur site

Répartition des demandes par archipel

	Nb collectivités	Nb demandes	Moyenne par coll.
IDV	12	421	35
ISLV	6	278	46
MARQUISES	6	171	28,5
AUSTRALES	6	164	27
TG	18	179	10
TOTAL	48	1213	25

- ◆ La source des demandes
 - Téléphone : 735 – 61%
 - Mail : 262 – 22%
 - s/place : 211 – 17%
 - Courrier : 5 – 0,4%
- ◆ La nature des demandes effectuées auprès de la Hot line



Demandes concernant les logiciels	771
Comptabilité	459
Paie	192
Élections	92
Facturation	24
État civil	3
Divers	11
Demandes concernant l'environnement informatique	442
Études et Maîtrise d'oeuvre	72
Environnement logiciels métiers	59
PC	54
Imprimantes	48
Mail	39
Maintenance des logiciels Civitas	37
Serveur	28
Internet	24
Réseau	24
Antivirus	18
Télémaintenance	11
Sauvegarde	9
Maintenance du matériel	9

RÉPARTITION PAR LOGICIEL DES DEMANDES ENREGISTRÉES PAR LA HOTLINE INFORMATIQUE

	Comptabilité	Gestion des ressources humaines	Élections	Population et état civil	Rôle	Facturation au compteur (eau)	Facturation au compteur (électricité)	TOTAL
	CIVITAS	CIVITAS	A.G.E.D.I.	A.G.E.D.I.	SPCPF	SPCPF	SPCPF	
Nb collectivités	48	46	37	6	13	9	3	162
Nb utilisateurs	113	62	67	16	16	11	5	290
Nb appels hotline	459	192	92	3	13	10	1	770
Nb appels résolus	457	187	92	3	13	10	1	763
Moyenne d'appels par utilisateur	4,1	3,1	1,4	0,2	0,8	0,9	0,2	10,7
Moyenne d'appels par collectivité	9,5	4,1	2,5	0,5	1,0	1,1	0,3	19

*Logiciel réalisé par le SPCPF



Note sur les comptes 2009

L'exécution du budget 2009 s'est inscrite dans le cadre des orientations fixées et consignées dans le rapport de présentation du budget unique voté le 26 mars 2009 portant notamment sur :

- ◆ la continuité d'une politique d'investissement des compétences obligatoires comme la formation et l'information des agents et élus communaux,

- ◆ le renforcement des actions en matière d'adduction d'eau potable et d'informatique qui constituent les compétences optionnelles.

La section de fonctionnement du budget 2009 s'est traduite par la réalisation de 82 % des recettes et 67 % des dépenses. Quant à la section d'investissement, les taux de réalisations sont respectivement de 48 % en recettes et de 24 % en dépenses.

LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Le résultat de la section de fonctionnement de l'exercice 2009 affiche un déficit de 8,20 MF CFP. En intégrant l'excédent de fonctionnement des années antérieures s'élevant à 84,9 m F CFP, celui-ci atteint désormais au 31 décembre 2009 le montant de 76,70 MF CFP.

Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement de l'exercice 2009 s'élèvent à 410 MF CFP, soit un taux de réalisation de 82 %. Ce montant intègre l'excédent de fonctionnement reporté des années antérieures. Ces recettes proviennent principalement des dotations, subventions et participations, et de l'excédent de fonctionnement.

Les grandes masses du compte administratif en recettes de fonctionnement (en FCFP)

Excédent de fonctionnement (chapitre 002)	84 912 226
Atténuations de charges (chapitre 013)	3 262 869
Produits des serv., du domaine & ventes diverses (chapitre 70)	7 004 523
Dotations, subventions & participations (chapitre 74)	313 906 177
Produits exceptionnels (chapitre 77)	1 041 192
Transferts de charges (chapitre 79)	122 285
Total	410 249 272

Le chapitre 74

Ce chapitre est alimenté par :

- ◆ Les contributions des communes adhérentes, pour 279 MF;

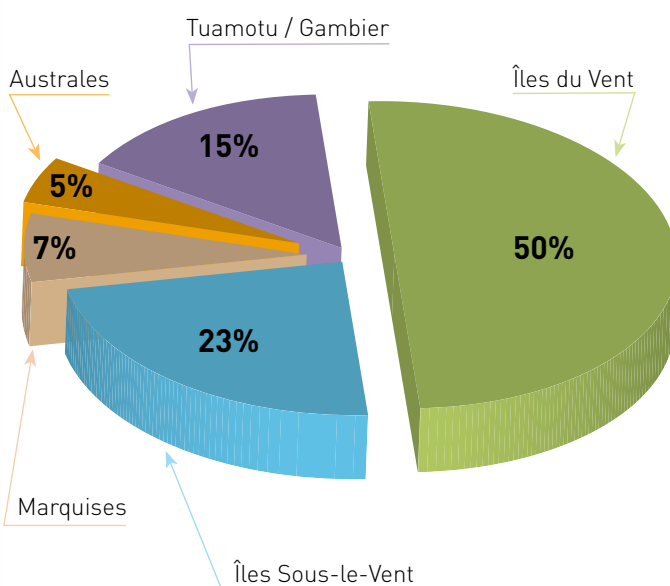
- ◆ Les subventions du FIP pour 28 MF (financement des projets intercommunaux de formation à hauteur de 23 MF, et étude sur les élus municipaux de la mandature 2008-14 pour 5 MF);

- ◆ La subvention de l'état de 3,7 MF pour le financement du chef de projet FPC;

- ◆ Le solde de la subvention du territoire de 1,6 MF correspondant au financement de la formation sécurité.

Le détail du chapitre 74	Valeur (FCFP)	%
Contributions des communes adhérentes	278 760 591	89,00%
Subvention du FIP	28 127 000	9,00%
Subvention État	3 738 186	1,00%
Participation des communes non adhérentes	1 619 400	0,52%
Subvention du Territoire	1 625 000	0,52%
Participation des communes non adhérentes sans option informatique	36 000	0,01%
Total	313 906 177	

Les contributions des communes par archipel en 2009



Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 333 MF CFP, ce qui représente un taux de réalisation de 67 % par rapport aux prévisions.

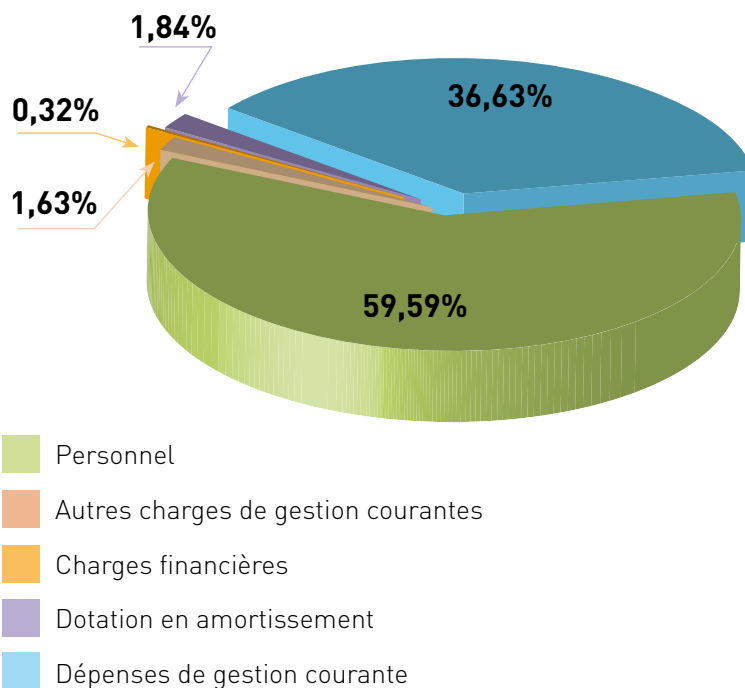
Les charges à caractère général représentent un volume financier de 122 MF CFP et détiennent un taux de réalisation de 48 %. Elles correspondent aux dépenses courantes de fonctionnement telles que l'achat de fournitures de bureau, l'entretien, la maintenance du patrimoine (bâtiment, véhicules de service, matériel, mobilier, etc.), l'électricité, le téléphone, l'achat de formations auprès de prestataires, les assurances, les frais de transport des stagiaires, des élus, des agents du SPC.PF, etc.

Il est important de noter que dans ce chapitre ont été mandatés les frais d'études menées sur les élus communaux d'une part et sur l'évolution des ressources humaines en Polynésie française d'autre part.

Les charges de personnel avec 198 MF CFP représentent 88 % des 224 MF CFP de prévisions, elles se détaillent comme ci-après :

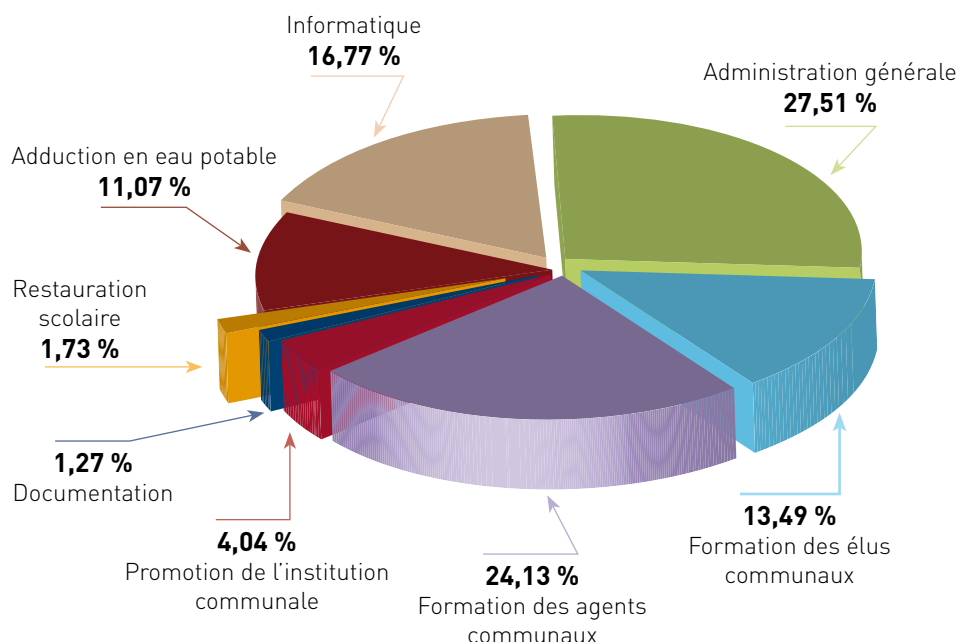
- ◆ 146 MF pour les salaires du personnel permanent ;
- ◆ 31 MF pour les charges patronales ;
- ◆ 14 MF correspondent à la rémunération des formateurs ;
- ◆ 6 MF correspondent aux indemnités diverses (frais de déménagement du chef de projet FPC et de la directrice de la formation, le remboursement de la retraite complémentaire CNP à certains agents, l'indemnité du trésorier, l'indemnité du régisseur d'avance et les frais pour la médecine du travail).

L'exécution des dépenses de fonctionnement en 2009



Les dépenses de fonctionnement réalisées hors excédent antérieur par rapport aux recettes réalisées représentent un taux de réalisation de 103 % (333 MF / 325 MF).

L'exécution du budget par compétence





LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Le résultat de clôture de la section d'investissement 2009 affiche un excédent de 1,90 MF. Ajouté à cet excédent celui de l'exercice antérieur (2008) de 15,80 MF CFP permet de disposer d'un résultat de clôture excédentaire de 17,70 MF CFP.

Les recettes d'investissement

Les 36,50 MF CFP de recettes d'investissement réalisées proviennent :

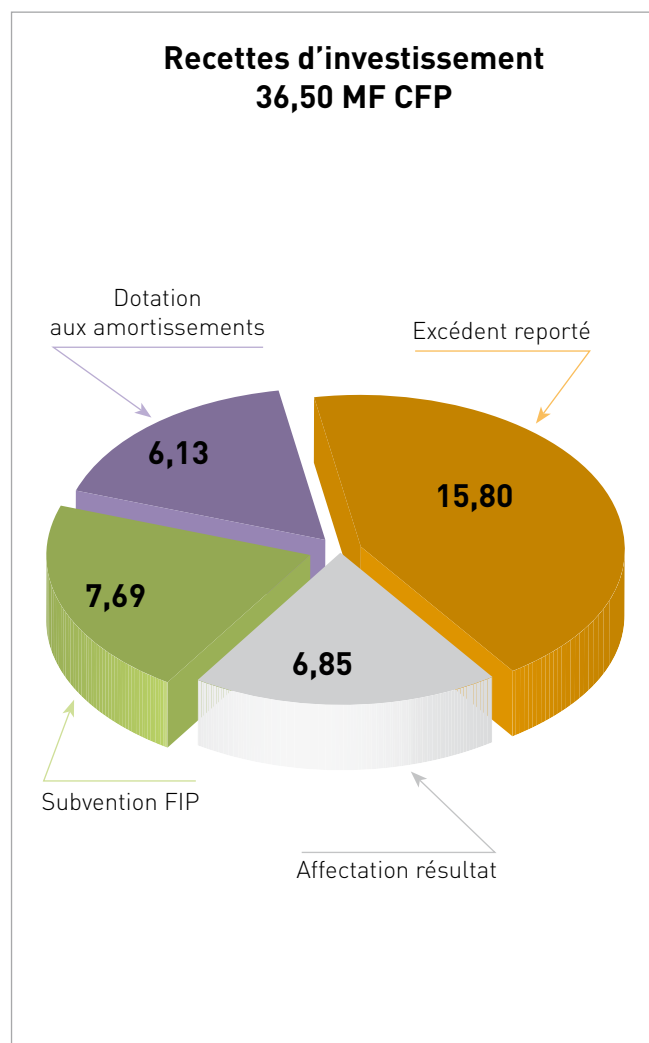
- ♦ de l'excédent d'investissement reporté pour 15,80 MF CFP;
- ♦ de l'affectation du résultat pour 6,85 MF CFP;
- ♦ de subventions du FIP pour 7,69 MF CFP;
- ♦ de la dotation aux amortissements pour 6,13 MF CFP.

Elles représentent un taux de réalisation de 47,55 % par rapport aux prévisions. Sur les 44 MF CFP de subventions du FIP demandés, 7,69 MF ont été perçus, seuls 30,67 MF CFP ont été engagés et reportés sur 2010 pour l'acquisition des logiciels GF et GRH, et des logiciels état civil et population win-pop.

Les dépenses d'investissement

Le montant définitif des mandats émis pour l'année 2009 s'est élevé à 18,74 MF CFP, ce qui représente une réalisation de 24,41 % des 76,77 MF CFP du budget d'investissement de l'année 2009. Ce taux de 24,41 % s'explique principalement par la non-réalisation en totalité des 5 opérations d'investissement dont les dépenses ont été engagées et reportées sur 2010 pour 45,25 MF CFP.

Il s'agit pour l'essentiel de licences de logiciels informatiques.



CONCLUSION

En 2009, toutes les compétences ont un résultat positif. Globalement, les efforts de gestion et d'adaptation des contributions des communes aux dépenses réelles ont permis de ne pas augmenter l'excédent, les contributions ayant été dépensées en totalité.

À la lecture de l'exécution du budget 2009, les décisions du comité syndical ont été suivies et mises en œuvre, notamment en fonctionnement.

La directrice adjointe chargée des finances, Fanny Rébillon, entourée par ses deux collaboratrices, Titaina Collin (à gauche) et Ariirau Reid (à droite)





Comparatif du compte administratif sur 3 ans

Chap.	Dépenses de fonctionnement	2007	2008	2009
011	Charges à caractère général	100 460 420	104 165 694	122 171 429
012	Charges de personnel	188 853 373	194 413 867	198 740 288
65	Autres charges de gestion courante	15 913 606	2 891 268	5 437 842
66	Charges financières	1 168 000	0	1 054 975
67	Charges exceptionnelles		4 662 670	0
68	Dotations aux amortissements	0	13 223 392	6 136 105
023	Virement à la section d'investissement	0	0	0
Total		306 395 399	319 356 891	333 540 639

Chap.	Recettes de fonctionnement	2007	2008	2009
002	Excédent de fonctionnement	116 380 035	107 183 679	84 912 226
013	Atténuations de charges	6 372 046	3 554 816	3 262 869
70	Produits des services du domaine & ventes diverses	14 902 620	8 987 796	7 004 523
74	Dotations, subventions & participations	286 260 910	286 959 330	313 906 177
77	Produits exceptionnels	0	4 427 500	1 041 192
79	Transferts de charges	0	14 062	122 285
Total		423 915 611	411 127 183	410 249 272

	2007	2008	2009
Dépenses de fonctionnement	306 395 399	319 356 891	333 540 639
Recettes de fonctionnement	423 915 611	411 127 183	410 249 272
Résultat	117 520 212	91 770 292	76 708 633

DÉLIBÉRATION

N° 7/2010/SPC du 26 mars 2010

approuvant les comptes administratifs et de gestion 2009 et portant affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2009.

Vu la délibération n° 09/2009/SPC du comité syndical en date du 26 mars 2009 approuvant le budget primitif 2009 ;

Vu la délibération n° 24/2009/SPC du comité syndical en date du 2 octobre 2009 modifiant le budget 2009 ;

Vu le compte administratif 2009 présenté par le Président du SPC et le compte de gestion 2009 du Trésorier des Îles du Vent, des Archipels et des Îles Australes ;

Vu le rapport de présentation fourni aux membres du comité.

Exposé des motifs

Le SPC.F étant un établissement public régi par les règles de comptabilité publique, les membres du comité syndical doivent se prononcer sur l'exécution de la tenue des comptes de Monsieur Patrice REDLICH, trésorier receveur du SPCPF, pour l'année 2009, et doivent également se prononcer avant le 30 juin de l'année 2010 sur l'exécution de la comptabilité administrative tenue par le Président du SPC.

Pour ce faire, le Président a quitté la séance et a été remplacé par Madame Valentina CROSS, 1^{er} vice-présidente du SPC.

Il est constaté la concordance du compte de gestion retraçant la comptabilité patrimoniale tenue par Monsieur Patrice REDLICH, trésorier receveur du SPCPF avec le compte administratif retraçant la comptabilité administrative tenue par Monsieur le Président.

Après en avoir délibéré, les comptes administratifs et de gestion 2009 sont adoptés à l'unanimité.

Article 1 : Le compte administratif 2009 du Syndicat pour la Promotion des Communes de Polynésie française et le compte de gestion 2009 du Trésorier des Îles du Vent, des Archipels et des Îles Australes sont approuvés.

En fonctionnement,

les dépenses s'élèvent à 333 540 639 F CFP et les recettes à 325 337 046 F CFP soit un résultat de fonctionnement de **-8 203 593 F CFP**. L'intégration du résultat de l'année 2008 de 84 912 226 F CFP affiche au final un excédent de fonctionnement au 31 décembre 2009 de **76 708 633 F CFP**. La répartition par compétence de cet excédent s'établit comme ci-après :

- ◆ Administration générale : 8 188 685 F CFP
- ◆ Formation des élus : 22 899 401 F CFP
- ◆ Formation des personnels communaux : 2 521 154 F CFP
- ◆ Promotion : 331 906 F CFP
- ◆ Documentation : 5 198 752 F CFP
- ◆ Restauration scolaire : 7 101 499 F CFP
- ◆ A.E.P. : 5 623 499 F CFP
- ◆ Informatique : 21 856 580 F CFP

En investissement,

les dépenses s'élèvent à 18 742 685 F CFP et les recettes à 20 685 431 F CFP soit un résultat d'investissement de 1 942 746 F CFP. L'intégration du résultat de l'année 2008 de 15 818 583 F CFP affiche un excédent de **17 761 329 F CFP** au 31 décembre 2009, réparti par compétence comme ci-dessous :

- ◆ Administration générale : 3 479 074 F CFP
- ◆ Formation des élus : 403 666 F CFP
- ◆ Formation des personnels communaux : 1 298 086 F CFP
- ◆ Promotion : 0 F CFP
- ◆ Documentation : 0 F CFP
- ◆ Restauration scolaire : 0 F CFP
- ◆ A.E.P. : 2 580 823 F CFP
- ◆ Informatique : 9 999 680 F CFP

Il est constaté le montant des restes à réaliser :

- ◆ en recettes d'investissement de 30 670 703 F CFP
- ◆ en dépenses d'investissement de 45 256 986 F CFP

Le besoin de financement de la section d'investissement est donc de **3 746 130 F CFP**, se répartissant comme suit :

- ◆ Administration générale : 3 080 002 F CFP
- ◆ Formation des élus : 78 945 F CFP
- ◆ Formation des personnels communaux : 20 783 F CFP
- ◆ Promotion : 0 F CFP
- ◆ Documentation : 0 F CFP
- ◆ Restauration scolaire : 250 000 F CFP
- ◆ A.E.P. : 316 400 F CFP
- ◆ Informatique : 0 F CFP

Le résultat global est donc de **352 283 324 F CFP** en dépenses et de **346 022 477 F CFP** en recettes.

Article 2 : Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2009 et constatant que le compte administratif présente un excédent de fonctionnement de **76 708 633 F CFP**

Après en avoir délibéré, décide d'affecter le résultat de fonctionnement de l'exercice 2009 en réserve (compte 1068) : **3 746 130 F CFP** et constate l'affectation en report de fonctionnement (compte 002) d'un montant de **72 962 503 F CFP**, se répartissant comme suit :

- ◆ Administration générale : 5 108 683 F CFP
- ◆ Formation des élus : 22 820 456 F CFP
- ◆ Formation des personnels communaux : 2 500 371 F CFP
- ◆ Promotion : 331 906 F CFP
- ◆ Documentation : 5 198 752 F CFP
- ◆ Restauration scolaire : 6 851 499 F CFP
- ◆ A.E.P. : 5 307 099 F CFP
- ◆ Informatique : 21 856 580 F CFP

Article 3 : Le Président et le receveur municipal du SPCPF sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée et communiquée partout où besoin sera.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
AU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS.

SYNDICAT POUR LA PROMOTION DES COMMUNES DE POLYNÉSIE FRANÇAISE

BP 50820 - 98716 Pirae - Tahiti - polynésie française
Tél. : (689) 50 63 63 - Fax : (689) 41 07 98
communes@spc.pf - www.spc.pf

